

## Article 21 du Règlement

## L'ÉCONOMIE

## LA COMPARUTION DE M. WEITZMAN DEVANT UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

**M. Fernand Jourdenais (La Prairie):** Monsieur le Président, je signale à la Chambre que M. Weitzman a témoigné ce matin au comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration.

M. Weitzman est connu dans le monde entier, étant l'auteur de *The Share Economy: Conquering Stagflation*. C'est la meilleure idée avancée depuis Keynes, dit-on dans certains milieux.

Nous sommes très heureux d'avoir eu cette occasion d'entendre l'exposé de M. Weitzman. Nous encourageons le gouvernement à y donner suite en examinant son programme d'aide à l'adaptation des travailleurs.

[Français]

Monsieur le Président, je remercie sincèrement M. Weitzman d'être venu partager avec nous sa compétence et ses connaissances.

\* \* \*

[Traduction]

## LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

## LE FINANCEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

**M. David Berger (Laurier):** Monsieur le Président, «Y a-t-il eu pire année que 1986 dans le domaine de la science et de la technologie?» C'est la question qu'a posée la revue anglaise *New Scientist* dans un éditorial de fin d'année, faisant allusion, entre autres choses, aux catastrophes du Challenger et de Tchernobyl.

Ainsi, on ne saurait faire de reproches aux Canadiens qui se demandent en grand nombre si le Canada a déjà connu pire année dans le domaine de la science et de la technologie. Soyons francs. Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) a commis de graves bévues en 1986, mais il peut se racheter en 1987, en commençant par annuler ses coupures budgétaires mal avisées au Conseil national de recherches. Comme on vient de révéler que ces réductions pourraient compromettre notre défense aérienne, le ministre devrait ordonner immédiatement qu'on les annule.

• (1405)

Le ministre n'a pas besoin du groupe d'étude qu'il a nommé pour lui dire ce qui va et ce qui ne va pas. Quelles preuves supplémentaires lui faut-il? Notre sécurité nationale est en jeu, le ministre devrait agir sans tarder.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LE BOIS D'OEUVRE—ON CRITIQUE LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO

**M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Delta—Nord):** Monsieur le Président, le texte suivant est un commentaire que Warren Barker a lu à la station de radio CKNW. Je le cite sans rien y changer:

De toutes les provinces, l'Ontario est la première à critiquer l'accord sur le bois d'oeuvre avec les Américains.

La voix du premier ministre de cette province, M. David Peterson, domine dans le concert de protestations contre la taxe de 15 p. 100 à l'exportation qui compromet la souveraineté canadienne et crée un dangereux précédent, sur lequel les États-Unis pourront désormais s'appuyer pour exiger des concessions semblables d'une série d'autres industries canadiennes exportatrices.

L'accord du 30 décembre sur le bois d'oeuvre n'a pas créé de précédent. Le véritable précédent—l'«accord spécial» qui a fait date dans le commerce entre les deux pays—fut l'accord entre le Canada et les États-Unis sur l'automobile, qui enrichit l'Ontario depuis des générations. Le premier ministre Peterson, tout en fustigeant Ottawa d'avoir conclu un accord avec Washington pour protéger l'industrie forestière, défend avec véhémence l'entente spéciale qui a artificiellement concentré dans sa province une part disproportionnée de l'industrie automobile. M. Peterson exige du gouvernement Mulroney qu'il saborde les négociations sur le libre-échange plutôt que d'envisager quelque remaniement que ce soit dans l'accord sur l'automobile.

Les Américains ont prétendu que notre industrie du bois d'oeuvre était injustement subventionnée. Mais que dire des subventions de l'État aux constructeurs d'automobiles du centre du Canada, plus particulièrement de l'Ontario...

**M. le Président:** Je regrette, mais le député a épuisé sont temps de parole.

\* \* \*

## LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

## LA PROMOTION D'UNE FEMME AU GRADE DE GÉNÉRAL

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, tous les députés devraient constater avec fierté la nomination de la première Canadienne au grade de générale. Le brigadier-général Sheila Hellstrom a ouvert une brèche dans l'un des derniers bastions de la domination masculine dans la société canadienne. Elle ne le doit qu'à ses propres mérites.

M<sup>me</sup> Hellstrom fait partie des forces armées depuis 30 ans et elle a obtenu sa promotion en faisant son chemin dans les rangs. Il est également important de signaler que le brigadier-général Hellstrom a consacré toute sa carrière au service du personnel ou dans l'administration. Je ne dénigrai pas la carrière qu'elle a suivie. Mais je pense qu'il doit être difficile d'atteindre le grade de général dans un domaine restreint. Après tout, il n'y a pas énormément de postes supérieurs au personnel et dans l'administration.

Nous pourrions voir plus de femmes générales si on leur ouvrait davantage de secteurs dans les forces armées canadiennes. Cela ne se produira que lorsque le gouvernement se rendra compte que les femmes doivent rivaliser avec les hommes à tous les postes des forces armées en se fondant sur leur mérite personnel. J'attends avec impatience le jour où la promotion d'une femme au grade de général ne fera plus la manchette des journaux.